



Roland Ries

Maire de Strasbourg,
Président d'honneur de la MOT

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a ouvert de nouveaux champs pour la coopération transfrontalière des grandes agglomérations. Articulée avec la politique de cohésion et l'outil GECT en particulier, elle témoigne de la prise en compte de l'importance des logiques métropolitaines dans les bassins de vie transfrontaliers.

Consolidé par cette même loi MAPTAM, le statut européen de Strasbourg passe ainsi par une réaffirmation de sa dimension transfrontalière sur trois niveaux : celui de la proximité territoriale avec Kehl, celui de l'intercommunalité avec l'Eurodistrict et celui des agglomérations du Rhin Supérieur. Strasbourg a pleinement intégré cet enjeu de la gouvernance stratégique des espaces transfrontaliers qui ne sont plus seulement le point de contact entre deux pays mais des territoires d'innovation reposant sur une vision commune. Le passage à l'Eurométropole depuis le 1er janvier 2015 s'inscrit dans le droit fil des politiques développées de longue date par la collectivité avec ses partenaires allemands.

A l'image de la transformation radicale du paysage urbain par le projet Deux Rives qui préfigure un nouveau cœur de ville centré sur le Rhin, c'est l'ensemble de la collectivité qui entre dans une dimension nouvelle en répondant au défi de la gouvernance intégrée.

L'installation le 29 mai 2015 du Conseil de développement de l'Eurométropole ouvert aux partenaires allemands et organismes transfrontaliers ainsi que le schéma de développement transfrontalier, futur contrat de territoire à 360° dont elle sera chef de file, constituent les piliers de cette démarche.

Strasbourg, métropole résolument transfrontalière

Trait d'union entre la France et l'Allemagne, Strasbourg est au cœur du Rhin Supérieur et a noué, à différents niveaux de coopération transfrontalière, des partenariats diversifiés et en cohérence avec ses politiques métropolitaines :

- La ville voisine de Kehl est un partenaire privilégié avec lequel les relations ne cessent de s'approfondir : une Maison transfrontalière de la petite enfance a été inaugurée en 2014 et les deux villes seront reliées par une ligne tramway à compter de 2017, épine dorsale de la démarche Deux Rives.
- Avec la Maison de l'Emploi et l'Agentur für Arbeit, l'Eurométropole permet à de nombreux jeunes en majorité français d'accéder au marché de l'emploi par l'apprentissage. Les dispositifs Start'Hop et Kiosk appuient par ailleurs la coopération entre jeunes entrepreneurs de part et d'autre du Rhin en accompagnant la création ou la reprise d'entreprise et mettant des espaces de

coworking à leur disposition.

- L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a 10 ans d'existence et compte désormais parmi ses membres l'Etat ainsi que trois autres intercommunalités côté français. Démarche innovante pilotée depuis 2010 par un GECT, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau nourrit un projet de territoire tourné vers l'avenir. Un accent particulier est porté sur le dialogue citoyen avec les Forums thématiques et les Rendez-Vous élus-citoyens annuels.
- Strasbourg est devenue porte parole du Réseau des Villes du Rhin Supérieur, organe de concertation et de coopération entre les grandes agglomérations. Cette plateforme met en œuvre des actions de lobbying territorial et d'échange d'expériences sur les questions d'accessibilité, de développement urbain et de visibilité culturelle.

Contact : Eurométropole de Strasbourg
Direction des Relations Européennes et Internationales - Tel : +33 3 68 98 74 15
jean-baptiste.schiber@strasbourg.eu



Le projet Deux-Rives, un développement urbain ambitieux fondant un nouveau cœur de ville transfrontalier entre Strasbourg et Kehl.

ÉVÉNEMENTS

Plus que quelques jours pour vous inscrire à la conférence annuelle de la MOT !

"Réformes territoriales : quels impacts pour la coopération transfrontalière ?"

à Chamonix les 17 et 18 juin 2015, à l'invitation de la Conférence Transfrontalière Mont Blanc, membre du réseau.

[Inscriptions en ligne jusqu'au 2 juin.](#)

[Téléchargez le programme.](#)

TransParcNet Meeting 2015 : "La valeur des écosystèmes en bonne santé pour la nature et pour les hommes", 9-11 juin 2015 à Stozec (République tchèque)

4^{ème} conférence régionale de l'Euregio Meuse-Rhin, 12 juin 2015 à Hasselt (Belgique)

"The potential of small and medium cities in cross-border polycentric regions", organisé par la Présidence luxembourgeoise à venir du Conseil de l'UE, 30 juin 2015 à Luxembourg

"La coopération transfrontalière avec participation allemande : Les services publics locaux en contexte transfrontalier", 30 juin et 1er juillet 2015 à Berlin

"Cross-Border Healthcare in Europe: Promoting Equal Access to Quality Care", 1er juillet 2015 à Bruxelles

Plus d'infos, les autres événements : [cliquez ici.](#)

L'Espace Mont-Blanc : un espace de coopération à préserver et à valoriser

L'Espace Mont Blanc, partagé entre la France, la Suisse et l'Italie, s'attache depuis plus de vingt ans à répondre aux besoins de développement durable et équilibré du Massif du Mont Blanc et de ses vallées pour protéger et valoriser ce territoire transfrontalier emblématique.



Il est aujourd'hui souvent cité en référence comme un laboratoire pour tester au cœur de l'arc alpin les politiques de la montagne de demain.

Un Plan Intégré Transfrontalier a été initié dans le but d'introduire un concept commun de durabilité dans le quotidien. Il a permis d'investir 12 millions d'euros entre 2009 et 2013 dont 6,8 millions de crédit FEDER dans le cadre de la programmation européenne France-Italie Alcotra. Six projets innovants ont été développés dans les domaines des ressources naturelles, des énergies renouvelables, de la randonnée, de l'éducation à l'environnement, de la mobilité douce et des

produits du terroir.

Deux autres projets "Eco-innovation en altitude" et "PlanETer" viennent de s'achever et ont permis d'enclencher un important travail dans la gestion durable des structures d'altitude et en faveur de la transition énergétique.

Aujourd'hui son projet de territoire appelé "Stratégie d'Avenir" vise à mettre en place une économie durable et innovante respectueuse des ressources et porteuse de valeur ajoutée pour les habitants.

Une large démarche de concertation associant collectivités, institutions, milieux associatifs et socioprofessionnels a permis de faire émerger d'intéressantes pistes

d'actions pour favoriser l'attractivité et la durabilité des offres touristiques, les circuits courts, soutenir l'innovation au service de l'économie et de la mobilité et assurer une meilleure prise en compte des incidences du changement climatique. Ces actions seront présentées à la programmation 2014-2020 des fonds européens.

Face à tous ces enjeux d'environnement et de développement cristallisés dans l'Espace Mont Blanc, les réponses ne peuvent être portées que par une ambition collective et transfrontalière.

Rappelons que l'Espace Mont Blanc est adhérent à la MOT depuis 2004.

[Plus d'infos](#)

Inquiétudes partagées sur la suppression des classes bilangues

59 députés membres du groupe d'amitié France-Allemagne de l'Assemblée Nationale ont réagi au projet de suppression des classes bilangues annoncées par le Ministère de l'Education nationale dans le cadre de la réforme des collèges. Suzanne Wasum-Rainer, ambassadeur d'Allemagne en France a affirmé à cette occasion : "Ce projet de réforme risque à nos yeux d'affaiblir la dynamique de nos accords et projets bilatéraux. Nous craignons d'importantes répercussions négatives, tant en termes d'intérêt des élèves en France pour le Diplôme de langue allemande (DSD) et

l'AbiBac que vis-à-vis des jumelages, de l'Université franco-allemande, des échanges scolaires ou des programmes de l'OFAJ, l'Office franco-allemand pour la jeunesse."



Inauguration de la station d'épuration de Wissembourg

La station d'épuration transfrontalière de Wissembourg a été inaugurée le 18 avril 2015, en présence de nombreux élus du territoire. La dimension transfrontalière a été ouvertement mise en avant par Christian Gliech, maire de Wissembourg : "Ici, l'amitié franco-allemande n'est plus, depuis bien longtemps, un symbole, mais bel et bien une réalité au quotidien. L'eau ne connaît pas de frontière, et désormais la boucle est bouclée puisque de sa production à son traitement, nous avons pu unir nos forces". La participation des collectivités allemandes s'élève à 2 millions d'euros ; un financement du programme Interreg a également été obtenu.

Premier GECT de droit allemand

Le premier GECT allemand "Alliance interrégionale pour le Corridor Rhin-Alpes", dont le siège se situe à Mannheim, a été approuvé le 24 avril 2015 par le Regierungspräsidium Freiburg. Le Corridor Rhin-Alpes, situé entre Rotterdam et Gênes, est l'un des plus importants corridors européens. Le GECT vise à mettre en place la stratégie commune de développement, élaborée dans le cadre du projet "CODE24" financé par le programme Interreg IVB Europe du Nord-Ouest. L'objectif est d'améliorer l'utilisation des infrastructures existantes et d'élargir la capacité de transport des personnes et des marchandises. [Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS DU RÉSEAU

Création des conférences régionales sur l'investissement public

Une circulaire signée de Manuel Valls a été adressée aux préfets de régions afin qu'ils installent les "conférences régionales sur l'investissement public" avant la fin du mois de mai. Leur rôle sera de "faciliter la mise en œuvre des projets d'investissements" pour soutenir l'activité dans le secteur des travaux publics. Elles devront mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par l'investissement public des territoires (collectivités, services de l'Etat, organismes de financement et entreprises). Elles serviront également à faire émerger des plans pluriannuels d'équipement pour les exercices à venir dans les régions et à lever les freins au lancement des projets d'investissements. Elles pourront s'appuyer sur la conférence territoriale de l'action publique, prévue par l'article L.1111-9 du CGCT, et pourront ainsi associer les partenaires frontaliers et débattre d'investissements transfrontaliers.

[Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS EUROPE

Identifier les obstacles à la coopération transfrontalière

Dans la perspective de sa présidence du Conseil de l'UE au second semestre 2015, le Grand-Duché de Luxembourg a placé au cœur de ses priorités la résolution des obstacles à la coopération transfrontalière. Membre de la MOT, le Grand-Duché a confié à celle-ci une mission d'assistance qui a permis d'alimenter l'un des trois séminaires techniques de préparation de sa présidence, organisé le 19 mai 2015 à Luxembourg.



En se fondant sur les réponses à un questionnaire adressé aux acteurs de la coopération transfrontalière dans toute l'Europe, la MOT a produit une analyse des obstacles juridiques empêchant ou menaçant la réalisation de projets transfrontaliers, ainsi que des pistes de solutions pouvant passer par la création d'un nouvel outil juridique européen. [Consultez l'analyse de la MOT.](#)

Le séminaire du 19 mai a permis de présenter ces résultats ainsi que la démarche du [Comité stratégique transfrontalier](#) sur l'observation, soulignant l'importance de celle-ci comme condition préalable à la levée des obstacles.

Quelques exemples d'obstacles mis en avant par l'étude :

En matière de santé, figure la difficulté pour les patients de recevoir aisément des soins au sein d'un territoire transfrontalier, avec une charge administrative

lourde pour les patients et pour les praticiens de santé, et des instruments nationaux de planification de l'offre de soins qui s'arrêtent aux frontières. Cette difficulté étant en grande partie résolue à la frontière franco-belge grâce à un accord-cadre entre ces deux pays instituant des ZOAST (Zones Organisées d'Accès aux Soins Transfrontaliers), il est proposé de rendre possible grâce à un règlement européen la création de partenariats comparables.

Une autre déclinaison de ce règlement pourrait être la facilitation de conventions entre États, répondant à une initiative locale, afin de sécuriser le cadre juridique applicable à un projet transfrontalier spécifique. Ont notamment été cités les besoins en termes de sécurisation juridique, particulièrement à travers l'exemple des médecins français mis à disposition du GECT Hôpital de Cerdagne, de droit espagnol, dont la responsabilité

pénale reste imprécise ; ou encore un projet Interreg qui a formé une équipe transfrontalière de pompiers franco-britanniques intervenant sur des incendies en mer dans le détroit du Pas-de-Calais, sans pour autant avoir juridiquement la possibilité d'intervenir dans les eaux territoriales de l'autre pays ; de même, les villes de Valga et Valka, à la frontière estono-lettone, souhaiteraient disposer d'un cadre juridique identique pour leur ville transfrontalière. Si ces questions peuvent être résolues par un accord intergouvernemental devant ensuite être ratifié, un outil européen permettrait de réduire le temps nécessaire à la mise en œuvre d'un tel accord, tout en laissant l'initiative directement aux collectivités concernées, sous le contrôle des États membres concernés. [...]

[Lire la suite de l'article.](#)

Loi Santé : un volet transfrontalier pour les SROS

Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, ancien vice-président de la MOT, a fait voter un amendement au sein de la loi "Santé" imposant aux Schémas Régionaux d'Organisation des Soins (SROS) de comporter un volet transfrontalier sur les territoires concernés. Soutenue également par le député Philip Cordery, représentant les français du Bénélux, "cette disposition est très importante pour nombre de nos concitoyens vivant de part et d'autre de nos frontières. Il est courant que des patients se soignent de l'autre côté de la frontière, grâce aux

nombreux accords entre hôpitaux ou entre professionnels de santé. Cela représente souvent un gain de distance, donc de sécurité.

[...] La commission a déjà adopté un amendement qui permet aux groupements hospitaliers de passer des accords avec les hôpitaux de l'autre côté de la frontière. Ici, il s'agit de permettre aux ARS de prendre en compte l'offre et la demande existantes dans les schémas régionaux de santé. C'est une avancée importante pour les Français concernés."

[Texte de l'amendement](#)
[Compte-rendu de la séance](#)

Téléchargez le rapport d'activité de la MOT !

Le rapport d'activité de l'association vient d'être publié. Il résume un an d'activités de la MOT au service de ses adhérents et des territoires transfrontaliers.



[Téléchargez le rapport.](#)

"Des projets transfrontaliers au service de la population locale"

Afin d'illustrer le rôle de la coopération transfrontalière et l'impact des projets dans la vie quotidienne des habitants, la MOT a publié un dossier de fiches projets sur des thématiques concrètes comme l'emploi, les transports, l'environnement, la santé, l'éducation, la culture, etc. [Consultez le dossier.](#)

Si vous souhaitez mettre en avant votre projet transfrontalier, [merci de nous contacter.](#)

REVUE DE PRESSE

▲ Travailler ensemble pour lutter contre le changement climatique

www.actu-environnement.com
17 avril 2015

"A l'occasion du 7e Forum mondial de l'eau, le Réseau international des organismes de bassin et ses partenaires ont présenté des bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers."

▲ Fourmies, Hirson, Chimay... premier conseil municipal transfrontalier

La Voix du Nord, 30 avril

"C'est une première. Lundi soir, les villes de Fourmies (Nord), Hirson (Aisne) et Chimay (Belgique) ont organisé un conseil municipal transfrontalier franco-belge, dans la cité princière d'outre-Quiévrain."

▲ La Route du feu valorise le patrimoine industriel

Le Républicain lorrain, 5 mai

"Il n'y a pas que la route des vins pour booster le tourisme en Moselle. C'est ce qu'a bien compris le SaarMoselle Eurodistrict, qui vient d'initier une Route du feu pour développer le tourisme industriel. 'Il s'agit de dix sites qui ont beaucoup marqué notre région de part et d'autre de la frontière. Nous les avons placés sous un même toit de feu ! Dans le charbon comme dans la sidérurgie, on utilise l'énergie thermique. Le lien est créé entre tous ces sites'."

▲ Un projet de terminal rail-route à Überherrn

Républicain lorrain, 30 avril

"Le ministère du Travail en Sarre aimerait étendre [un] centre logistique à tout un réseau d'entreprises sarroises et mosellanes. L'idée est de créer un terminal franco-allemand de transport combiné rail-route. Une plate-forme de ferroutage en quelque sorte, consistant à charger des camions complets sur des trains. Pour y parvenir, il faudrait réactiver et ré-électrifier toute la ligne de chemin de fer Falck-Völklingen sur un peu plus de 20 km."

▲ L'apprentissage franco-allemand sur les bons rails

DNA, 6 mai

"Alsace-Pays de Bade - Un an et demi après l'accord sur l'apprentissage franco-allemand, les acteurs de part et d'autre du Rhin ont présenté un premier bilan entre utopie initiale, optimisme revendiqué et potentiel réel. À poursuivre absolument !"

▲ Une voie verte transfrontalière entre Huningue et la Suisse

L'Alsace, 21 avril

"Les travaux d'aménagement de la deuxième tranche de la voie verte pour piétons et cyclistes le long du Rhin, entre la rue Moser à Huningue et la frontière suisse, ont débuté. Le chantier durera trois mois."

▲ Logement : Genève explique sa politique

Le Messenger, 30 avril

"Le conseiller d'Etat du Canton de Genève est venu échanger avec les élus français sur les moyens de résoudre la pénurie d'habitations dans la région transfrontalière. Pour le président de la CCG, vu de France, les résistances viennent des communes genevoises, des habitants mais aussi des promoteurs qui se satisfont de cette pression foncière qui fait s'envoler les prix du mètre carré. 'Les Genevois ont-ils conscience que cela entraîne une hausse très forte de la mobilité ?'"

▲ Frontaliers : une voie juridique contre la réforme de l'impôt

Le Dauphiné libéré, 27 avril

"Nous sommes allés tirer la sonnette d'alarme' résume Michel Charrat, le président du Groupement Transfrontalier Européen (GTE) à propos de la visite effectuée à Berne jeudi. Si ce n'est pas la première fois que le GTE évoquait la question de l'impôt à la source, la présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga avait déjà été avertie par voie épistolaire [...]."

▲ Aquitaine-Euskadi : un portail internet trilingue pour les voyageurs transfrontaliers

AFP, 2 mai

"L'Eurorégion Aquitaine-Euskadi (Pays basque espagnol) a mis en ligne Transfermuga, un portail internet d'informations pour les voyageurs transfrontaliers en trois langues (basque, français, espagnol)."

"Le préfet 'transfrontalier' pour la coopération européenne"

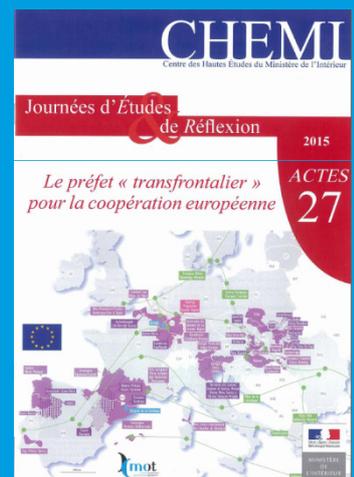
Le CHEMI* publie les Actes de la journée "Le préfet transfrontalier" organisée le 20 juin 2014, en partenariat avec la MOT.

Une vingtaine de préfets et hauts fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur y avaient débattu avec des représentants du MAE, de la DG REGIO, du CGET et de la MOT, des enjeux des territoires transfrontaliers, de la nouvelle politique de cohésion 2014-2020, de la redéfinition du rôle de l'Etat et de la MOT à leur égard. Le besoin de formation des fonctionnaires prenant un poste frontalier a été souligné.

Pour télécharger l'ouvrage :

https://allchemi.eu/pluginfile.php/8009/mod_label/intro/Actes_27_Le_prefet_transfrontalier_pour_la_cooperation_europeenne.pdf

* Centre des Hautes Études du Ministère de l'Intérieur.



L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu
mot@mot.asso.fr

Photos :

Plus d'infos sur la MOT et abonnement en ligne : www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter : @reseauMOT

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

